



Institut d'histoire moderne
et contemporaine
UMR 8066



institut
universitaire
de France



Les publics de l'élection. Communications, participations et autonomie du « public » dans les élections en Europe (xv^e-xviii^e siècles)

Institut historique allemand, Paris, 3-4 juin 2027

Laurent Cuvelier (Université de Tours)

Sébastien Schick (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IHMC, IUF)

Christoph Streb (Institut historique allemand, MLU Halle-Wittenberg)

(English version below)

La journée d'étude pour laquelle nous sollicitons des contributions portera sur le rôle et la place de différents « publics » lors de processus électifs en Europe, de la fin du Moyen-Âge à la fin de l'époque moderne (xv^e-xviii^e siècle). Il entend ainsi lier deux objets historiographiques particulièrement dynamiques : l'élection comme mode de nomination à une charge publique, et l'espace public appréhendé dans sa dimension médiatique et à travers la question de sa politisation. Alors que l'historiographie récente a insisté sur la fréquence et la diversité des élections à l'époque moderne – des communautés religieuses aux corporations marchandes en passant par les Républiques, la papauté ou encore l'empereur (ou plus précisément le roi des Romains) –, il s'agira d'interroger les différentes fonctions des publics – qu'il soit votant ou non, local ou européen – et les modes de recours qu'on peut en faire. L'approche, résolument comparatiste et menée à l'échelle européenne, doit ainsi permettre de mettre en évidence à partir d'un objet commun et transversal la pluralité des recours aux publics, les modalités de sa politisation, et d'éventuelles évolutions dans sa fonction au cours de l'époque moderne.

L'influence de l'œuvre de Jürgen Habermas, décédé cette année, n'est évidemment plus à démontrer. Si l'on ne reviendra pas ici sur la multiplicité des objets, des questionnements, mais aussi des critiques que son livre paru en 1962, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, a suscités chez les historiens, on pourra retenir un enjeu chronologique, qui se trouve au cœur de la dimension politique de l'ouvrage. Habermas fait en effet du xviii^e siècle celui de la création d'une sphère publique critique du pouvoir, fondée sur la communication imprimée et des pratiques de sociabilités (salons, coffee houses, loges maçonniques). Ce moment ferait suite à un long Moyen-Âge, où la communication politique, uniquement verticale, ne servirait qu'à manifester la hiérarchie et à créer de la légitimité ; il précéderait une longue période de déclin puis une décadence de cette sphère publique à l'ère des médias de masse de la seconde moitié du xx^e siècle.

Contre cette chronologie, les historiens furent nombreux à faire remarquer qu'il était possible d'observer, dès le ^{xvii}^e siècle, le ^{xvi}^e siècle, et finalement même au Moyen-Âge, l'action d'un « public » délibérant, de manière autonome, de la chose politique ; que les pouvoirs y étaient attentifs, pouvaient le craindre, cherchaient en tout cas à le convaincre et à le conquérir ; en un mot, que la définition même de la sphère publique proposée par Habermas semblait un outil opératoire pour penser la participation politique et les interactions entre les pouvoirs et différentes formes de publics à des périodes antérieures au ^{xviii}^e siècle. Cette généalogie de la « sphère publique » pose en retour la question des modalités de politisation du public et de ses évolutions dans le temps. Elle conduit également à s'interroger sur l'évolution de la communication qui donne forme au public. Comment articuler l'idée d'un public engagé et participatif, existant sur le temps long, et les modifications parfois radicales de l'espace public ? Comment croiser l'histoire des transformations de l'espace public et des formes de communication et une anthropologie politique, focalisée sur les pratiques d'engagement et de participation à la chose publique ?

Pour apporter un regard nouveau sur ces questionnements, nous proposons de nous focaliser, dans une approche diachronique, sur un objet spécifique de l'histoire politique, qui met en son cœur différents modes de communication et permet de réexaminer l'évolution des systèmes médiatiques aux ^{xv}^e-^{xviii}^e siècles : l'élection. L'élection, entendue comme le procédé par lequel on désigne une personne à une charge publique, s'appuie le plus souvent sur un vote, c'est-à-dire sur un choix collectif obtenu grâce à l'agrégation de voix exprimées par des électeurs. On sait désormais à quel point ces pratiques électives étaient courantes à l'époque moderne : on votait dans les villages, dans les villes, dans les Républiques comme dans les principautés, dans les communautés religieuses ou les corporations marchandes, on élisait, enfin, les deux premiers princes de la chrétienté, le Pape et l'empereur, sans même parler de plusieurs rois – ceux de Pologne, de Bohême, de Hongrie...

Or, ces élections mettent toujours en jeu la question des formes du public et de la communication – que ce soit le groupe des électeurs, ou que ce soit un public qui ne vote pas, mais devant lequel l'élection peut se dérouler. L'objet permet ainsi, sur le temps long, d'interroger les rôles et les modalités de la participation de ces publics dans le cadre de ces pratiques électives. Les différentes élections se déroulent-elles devant « un public » et si oui lequel ? Qu'est-ce que le « public » d'une élection et comment le pense-t-on ? Quel rôle lui attribue-t-on, qu'attend-on de lui ou comment réagit ou agit-il ? Qui communique autour d'une élection, devant qui et pourquoi, grâce à quels médias ou supports ? Ce public est-il local, territorial, européen ? Quelle influence ce public a-t-il ou lui confère-t-on, comment cela se matérialise-t-il concrètement ? Si le public n'est pas l'électorat, alors pourquoi s'adresser à lui, dans quel but, et comment pense-t-on le lien entre un public électeur, et un public qui ne l'est pas ? Quelles sont, enfin, les modalités de participation du public à ces élections ainsi que son degré d'autonomie ?

Interroger les pratiques électives à l'époque moderne dans leurs rapports aux publics que ces élections mettent toujours, nécessairement, en jeu, c'est ainsi se donner les moyens de

proposer une étude comparée dans le temps et dans l'espace, de différentes modalités de la participation politique, et de dégager des effets de seuil, au cours de l'époque moderne, dans la formation d'un espace public en Europe. Au-delà de la diversité des types d'élection, des siècles et des contextes considérés, c'est donc bien l'aspect public de ces élections et les manières de communiquer à leur sujet qui seront mis en avant pour créer, sur ce point, les conditions du comparatisme.

L'analyse s'étendra du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle, et prendra en compte l'ensemble de l'espace politique européen. Dans ce cadre spatial et chronologique, les propositions pourront s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes :

- *Modes de communication et dispositifs publicitaires* : comment envisager leur diversité et leur éventuelle complémentarité (entre le discours public, la proclamation du résultat...) ? Existe-t-il une mise en scène publique des candidats ? Quelle forme et quelle importance prend leur visibilité publique ? Quelles parties du processus électif restent-elles secrètes ? Comment la tension entre secret et publicité se joue-t-elle concrètement et peut-elle évoluer ?
- *Participation du public* : Quelles sont les pratiques de participation du public (le vote, l'acclamation, la fête, la protestation...) ? Quel est le rôle attribué ou investi par le public : électeur, spectateur, témoin... ? Comment le public d'une élection se constitue-t-il en collectif ou en communauté (médiatique) ? De quels moyens dispose-t-il pour s'exprimer ? Quelles sont les modalités matérielles, intellectuelles et affectives de sa participation (par exemple l'affirmation de l'ordre, la curiosité et le divertissement, la consommation des nouvelles, des prises de position tranchées, le raisonnement et l'approfondissement du débat...) ?
- *Diversité des publics* associés aux différents types d'élections (définition, statut, sociologie...). Quelle légitimité est accordée à quel public lors de quelle élection, et comment expliquer ces différences ?
- *Théorie et imaginaire du public* des élections et ses transformations. Quelle est la place donnée au public qui n'est pas électeur mais participe à l'élection ? Comment réfléchit-on aux divers acteurs de l'élection par rapport à la dimension de la publicité ? Le public des élections, est-ce un thème qui préoccupe les juristes, la philosophie politique, des réflexions moralistes ? Quelles figures sont mobilisées – le spectateur, le témoin, le juge, le citoyen... ?
- *Publics de l'élection et médias* : la médiatisation croissante des sociétés à partir du ^{xvii}^e siècle, notamment par la presse, transforme-t-elle aussi les publics des élections ? Quels sont les rapports entre public en coprésence et public médiatique, communiquant à distance ? La ritualité de l'élection à l'époque moderne a souvent été évoquée, la communication par moyen de l'imprimé s'inscrit-elle dans cette logique et comment ? Une participation des publics à distance est-elle possible ? La thèse d'une forte discontinuité entre les élections avant et après l'âge des révolutions, est-elle à confirmer, à nuancer, à réfuter ?

Cet atelier de travail se déroulera en français et en anglais. Il aura lieu à Paris, le 3 et 4 juin 2027. Les frais de voyage et d'hébergement des participant.e.s seront pris en charge. Les

propositions de contribution d'une page maximum (accompagnées d'une notice bio-bibliographique) doivent être adressées, avant le 1er décembre 2026, à laurent.cuvelier@univ-tours.fr, sebastien.schick@univ-paris1.fr, cstreb@dhi-paris.fr.

Bibliographie indicative :

Serge Aberdam (et al.), *Voter, élire pendant la Révolution française 1789-1799. Guide pour la recherche*, Paris, CTHS, (1999) 2006.

Raphaël Barat, *Voter pour rien : 1691 le jour où les citoyens menacèrent de « faire sauter les vieux »*, Paris, Payot & Rivages, 2021.

Raphaël Barat, « *Les élections que fait le peuple* ». *République de Genève, vers 1680-1707*, Genève, Droz, 2018.

Friedrich F. Baumgartner, *Behind Locked Doors. A History of the Papal Elections*, Londres, Palgrave, 2003.

Romain Bertrand, Jean-Louis Briquet, Peter Pels (dir.), *Cultures of Voting. The Hidden History of the Secret Ballot*, Londres, Hurst & Co, 2007.

Patrick Boucheron, Nicolas Offenstadt (dir.), *L'espace public au Moyen-Âge, débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, PUF, 2011.

Bettina Braun, « Bischofswahlen zwischen Habsburg und Preußen. Eine Studien zur österreichisch-preußischen Konkurrenz », dans Bettina Braun (dir.), *Konkurrenz und Transfer. Das preußisch-österreichische Verhältnis im 18. Jahrhundert*, Bielefeld, Transcript, 2023, p. 233-280.

Kaitlyn Carter, *Democracy in Darkness. Secrecy and Transparency in the Age of Revolutions*, New Haven, Yale University Press, 2023.

Olivier Christin, *Vox Populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel*, Paris, Seuil, 2014.

Andreas Gestrich, *Absolutismus und Öffentlichkeit. Politische Kommunikation in Deutschland zu Beginn des 18. Jahrhunderts*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1994.

Maud Harivel, *Les élections politiques dans la République de Venise (xvi^e-xviii^e siècle). Entre justice distributive et corruption*, Paris, Les Indes savantes, 2019.

Antoine Lilti, *Figures publiques. L'invention de la célébrité, 1750-1850*, Paris, Fayard, 2014.

Helmut Neuhaus, « Die Römische Königswahl *vivente imperatore* in der Neuzeit. Zum Problem der Kontinuität in einer frühneuzeitlichen Wahlmonarchie », dans Johannes Kunisch (dir.), *Neue Studien zur frühneuzeitlichen Reichsgeschichte. Zeitschrift für historische Forschung*, n° 19, 1997, p. 1-53.

Frank O'Gorman, *Voters, Patrons, and Parties: The Unreformed Electoral System of Hanoverian England 1734-1832*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

Corinne Péneau (dir.), *Elections et pouvoirs politiques du 7^{ème} au 17^{ème} siècle*, Pompignac-près-Bordeaux, Éd. Bière, 2008.

Dietrich W. Poeck, *Rituale der Ratswahl. Zeichen und Zeremoniell der Ratssetzung in Europa (12.-18. Jahrhundert)*, Cologne, Böhlau, 2004.

Rudolf Schlögl (dir.), *Urban Elections and Decision-Making in Early Modern Europe, 1500-1800*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2009.

Winfried Schulze, « Majority Decision in the Imperial Diets of the Sixteenth and Seventeenth Centuries », *The Journal of Modern History*, vol. 58. Supplement : *Politics and Society in the Holy Roman Empire, 1500-1806*, 1986, p. 46-53.

Barbara Stollberg-Rilinger, « Symbolik und Technik des Wählens in der Vormoderne », dans Hedwig Richter, Hubertus Buchstein (dir.), *Kultur und Praxis der Wahlen. Eine Geschichte der modernen Demokratie*, Wiesbaden, Springer VS, 2017, p. 31-62.

James Van Horn Melton, *The Rise of the Public in Enlightenment Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Elections and their Publics. Communication, Participation and the Autonomy of the “Public” in Elections in Europe (15th-18th Centuries)

German Historical Institute Paris, 3-4 June 2027

The workshop for which we are inviting contributions will focus on the role and place of different “publics” in electoral processes in Europe, from the late Middle Ages to the end of the early modern period (15th–18th centuries). It thus aims to bring together two particularly dynamic fields of historiographical research: elections as a means of appointment to public office, and the public sphere considered in its relations to the media and through the question of its politicisation. While recent historiography has emphasised the frequency and diversity of elections in the early modern period – from religious communities to merchant corporations, as well as Republics, the papacy and the emperor (or more precisely, the king of the Romans) – the aim will be to examine the different functions of publics – whether voting or non-voting, local or European – and the ways in which they were mobilised. This comparative approach, conducted on a European scale, should thus make it possible, by focusing on a common, cross-cutting object of study, to highlight the plurality of ways in which publics were mobilised, the modalities of their politicisation, and possible changes in their functions over the course of the early modern period.

The influence of the work of Jürgen Habermas, who passed away this year, hardly needs to be restated. Without returning here to the multiplicity of subjects and questions, as well as the criticisms, that his 1962 study *Strukturwandel der Öffentlichkeit* has generated among historians, one chronological issue may be singled out, which lies at the heart of the political dimension of the work. Habermas identified the eighteenth century as the period in which a

public sphere critical of power emerged, based on printed communication and practices of sociability (salons, coffee houses, Masonic lodges). This moment supposedly followed a long Middle Ages, during which political communication, exclusively vertical, served only to manifest hierarchy and create legitimacy; it supposedly preceded a long period of decline and then decay of this public sphere in the era of mass media in the second half of the twentieth century.

Challenging this chronology, many historians have pointed out that it was possible to observe, as early as the seventeenth century, the sixteenth century, and ultimately even the Middle Ages, the action of a “public” autonomously deliberating on political affairs; that authorities paid attention to it, could fear it, and in any case sought to convince and win it over; in short, that the very definition of the public sphere proposed by Habermas seemed to provide a useful analytical tool for examining political participation and interactions between authorities and different forms of publics in periods prior to the eighteenth century. This genealogy of the “public sphere” in turn raises the question of the modalities of the politicisation of the public and their evolution over time. It also leads us to question the evolution of forms of communication through which the public takes shape. How can we articulate the idea of an engaged and participatory public, existing over the *longue durée*, with the sometimes radical transformations of the public sphere? How can we combine a history of transformations in the public sphere and forms of communication with a political anthropology focused on practices of engagement and participation in public affairs?

To bring a new perspective to these questions, we propose to focus, through a diachronic approach, on a specific object of political history, one that places different modes of communication at its heart and makes it possible to re-examine the evolution of media systems between the fifteenth and eighteenth centuries: elections. An election, understood as the process by which a person is appointed to public office, most often relies on a vote, that is, on a collective choice obtained through the aggregation of votes cast by electors. We now know just how widespread these electoral practices were during the early modern period: people voted in villages, in towns, in Republics as well as in principalities, in religious communities and merchant corporations; finally, the two foremost princes of Christendom, the Pope and the Emperor, were elected, not to mention several kings – those of Poland, Bohemia and Hungary...

Yet these elections always bring into play the question of the forms taken by the public and by communication – whether this means the group of electors, or a public that does not vote but before which the election may take place. Elections thus make it possible, over the long term, to examine the roles and modalities of the participation of these publics in electoral practices. Do different elections take place before “a public”, and if so, which one? What is the “public” of an election and how is it conceived – as an actor, a spectator, a tribunal? What role is attributed to it, what is expected of it, and how does it react or act? Who communicates about an election, before whom and why, through which media or forms of communication? Is this public local, territorial, European? What influence does this public have, or is it considered to have, and how does this take concrete form? If the public is not the electorate,

why address it, for what purpose, and how is the relationship between an electoral public and a non-electoral public conceived? Finally, what are the modalities of the public's participation in these elections, and what degree of autonomy does it possess?

To examine electoral practices in the early modern period through their relationship with the publics that these elections always, necessarily, bring into play is therefore to provide the means for a comparative study, across time and space, of different modalities of political participation, and to identify threshold effects, over the course of the early modern period, in the formation of a public sphere in Europe. Beyond the diversity of the types of elections, centuries and contexts considered, it is therefore the public dimension of these elections and the ways in which they were communicated that will be highlighted in order to provide a basis for comparison.

The analysis will extend from the fifteenth to the eighteenth century and will take into account the entire European political space. Within this spatial and chronological framework, proposals may address one or more of the following themes:

- *Modes of communication and forms of publicity*: how can their diversity and possible complementarity be understood (between public speech, the proclamation of results, etc.)? Is there a public staging of candidates? What form does their public visibility take, and how important is it? Which parts of the electoral process remain secret? How does the tension between secrecy and publicity play out concretely, and how might it change over time?
- *Public participation*: What are the practices of public participation (voting, acclamation, celebration, protest, etc.)? What role is attributed to or assumed by the public: elector, spectator, witness...? How does the public of an election constitute itself as a collective or a (media) community? What means does it have at its disposal to express itself? What are the material, intellectual and affective modalities of its participation (for example, the affirmation of order, curiosity and entertainment, the consumption of news, the expression of firmly held positions, reasoning and the deepening of debate, etc.)?
- *Diversity of publics* associated with the different types of elections (definition, status, social composition, etc.). What legitimacy is granted to which public in a given election, and how can these differences be explained?
- *Theory and imaginaries of the public in elections and their transformations*. What place is given to the public that is not part of the electorate but participates in the election? How are the various actors in an election conceptualised in relation to publicity? Is the public of elections a theme that concerns jurists, political thinkers, or moralists? What figures are mobilised – the spectator, the witness, the judge, the citizen...?
- *Election publics and media*: does the increasing mediatization of societies from the seventeenth century onwards, notably through the press, also transform the publics of elections? What are the relationships between physically co-present publics and media publics communicating at a distance? The ritual character of elections in the early

modern period has often been discussed; does communication through print form part of this logic, and if so, how? Is participation by publics at a distance possible? Should the thesis of a strong discontinuity between elections before and after the Age of Revolutions be confirmed, nuanced, or rejected?

This workshop will be held in French and English. It will take place in Paris on 3 and 4 June 2027. Participants' travel and accommodation expenses will be covered. Proposals of no more than 1 page (accompanied by a short bio-bibliographical note) should be sent, before 1 December 2026, to laurent.cuvelier@univ-tours.fr, sebastien.schick@univ-paris1.fr, cstreba@dhi-paris.fr.